

Journalisme politique et connivence.
Les cas suisse, français et anglo-saxons

Travail de Mémoire réalisé par

Miguel Hernandez

Sous la direction de Charaf Abdessemed

École de journalisme de Genève

Juin 2018

Sommaire

1. Problématique	3
2. Méthodologie	4
3. Qu'est-ce que la connivence ?	5
4. Comment se manifeste la connivence ?	7
5. Le journalisme politique, un journalisme de connivence ?	9
5.1 : les couples politiciens-journalistes	9
5.2 : une porosité inévitable	11
6. Quel comportement pour les journalistes ?	12
6.1 : Tutoiement ou vouvoiement ?	12
6.2 : Hommes politiques et journalistes, comme l'eau et l'huile ?	13
7. La connivence dans la presse locale et généraliste	15
8. La connivence dans les médias anglo-saxons	17
8.1 : Le cas anglais	18
8.2 : Le cas américain	19
9. Le cas français	21
9.1 : Le cas Hubert Beuve-Mery	22
9.2 : Franz-Olivier Giesbert et la stratégie de l'intime	23
10. La connivence en Suisse romande	25
11. Les conséquences de la connivence	27
12. Conclusion	27
13. Bilan personnel	29
14. Remerciements	29
15. Bibliographie	30

1. Problématique

La notion de connivence est indissociable de la profession de journaliste. Pour les journalistes politiques, ce terme est encore plus connoté. En effet, lorsque l'on parle de connivence, automatiquement on pense en premier lieu au journalisme politique. Chargés de traduire la vie politique, les journalistes politiques doivent enquêter et poser des questions afin de comprendre les enjeux et les coulisses du pouvoir. Pour obtenir des confidences d'hommes politiques, ils doivent être proches d'eux. Sans ce contact, rien ne leur est révélé. Mais en vertu de leur charte déontologique, ils se doivent tout de même de garder une certaine distance afin d'avoir une certaine légitimité pour aborder des sujets ayant un lien avec la politique. Voilà le conflit dans lequel sont empêtrés les journalistes. Leur grand défi est donc de réussir à concilier ces deux exigences contradictoires. Hubert Beuve-Méry, créateur du journal *Le Monde*, a très bien résumé cette problématique lorsqu'il a écrit « Le journalisme c'est le contact et la distance »¹. Mais ce problème de connivence n'est pas l'apanage du journalisme politique. Il se retrouve également dans les journalismes sportif, culturel, etc. Dès lors, quelles attitudes les journalistes doivent-ils adopter ? Où se situe cette fameuse « distance » ? Qu'est-ce que la connivence ? Existe-t-elle réellement ? Est-elle absolument nécessaire pour obtenir des informations comme le suggère le journaliste français Franz-Olivier Giesbert qui assume totalement d'être très proche de certains hommes politiques ? A contrario, les journalistes peuvent-ils/doivent-ils garder une distance avec les politiciens ? Où se situe cette limite ? Qui la fixe ? Un journaliste qui tutoie un homme politique fait-il automatiquement preuve de connivence ? Quels sont les marqueurs qui déterminent la connivence ? Quelle est la ligne rouge à ne pas franchir ? Que penser enfin des journalistes qui cumulent également un mandat de politicien ?

D'une certaine manière, la connivence est un phénomène inévitable. Ce qui change, c'est le regard que chacun pose dessus. L'idée de mon mémoire a été d'interviewer et de confronter des journalistes et des journalistes politiques, mais également des politiciens de Suisse romande à cette problématique. Comment se comportent-ils en matière de connivence ? Qu'en pensent-ils ? La pratiquent-ils ouvertement ou préfèrent-ils garder une distance ? Comment se traduit cette connivence ? J'essayerai dans ce travail de répondre à toutes ces questions grâce aux réponses recueillies lors des multiples interviews menées. Il sera aussi intéressant d'aller voir comment se positionnent les journalistes anglais et américains vis-à-vis de cette notion afin de comparer leurs attitudes respectives avec celles observées en Suisse romande.

¹ LÉVRIER, Alexis, *Le Contact et la distance. Le journalisme politique au risque de la connivence*, Les Petits Matins, 2016, p.12.

Enfin, nous essayerons d'en tirer un bilan afin de voir si la méthode « anglo-saxonne » est plus efficace que la « francophone ».

Le choix de ce sujet m'est apparu immédiatement. Il vient de mon intérêt pour la question de la connivence, notamment à une époque où la presse vit des temps très difficiles. Décrédibilisée, reniée, abandonnée, la presse d'aujourd'hui se meurt lentement. Au vu des récents événements qui ont secoué la presse suisse romande (licenciements, disparitions de titres), mais également ailleurs dans le monde, il convient de se demander quel genre de journalisme nous voulons. L'une des nombreuses raisons pour lesquelles la profession fait partie des métiers les plus haïs de la population est que les gens n'ont plus confiance dans leurs médias, qu'ils jugent trop proches du pouvoir et pas assez indépendants. Ce qui se traduit par une baisse sensible du lectorat même si ce n'en est de loin pas la seule cause. D'où mon intérêt pour cette question. Le leitmotiv du « tous pourris » est-il vraiment avéré ou est-ce la méfiance de la population qui va trop loin ? En confrontant les journalistes et les politiciens à cette question, j'ai pu ainsi cerner leurs habitudes, et me rendre compte, au-delà des fantasmes, du véritable état de la situation du journalisme politique en Suisse romande.

À titre personnel, traiter ce sujet va contribuer à m'enrichir personnellement. La question de la connivence est une question fondamentale dans le monde du journalisme. Tôt ou tard, je serai confronté à une situation qui nécessitera que je me pose ces questions. De plus, ce travail de mémoire a quelque chose de particulier. C'est en quelque sorte un travail de pionnier. En effet, si des enquêtes de ce genre existent dans les pays voisins, notamment en France, il n'existe à ce jour aucune investigation similaire en Suisse romande. C'est donc là une occasion unique de pouvoir poser un premier jalon sur ce sujet. Je tiens également à préciser que ce travail n'a pas vocation à être exhaustif. Cela en a même représenté la principale difficulté : trouver des sources d'informations à utiliser afin d'étayer mon propos. Enfin, au vu des différentes interviews que j'ai été amené à réaliser, ce travail a été un excellent moyen d'élargir mon réseau de connaissances.

2. Méthodologie :

Dans un premier temps, j'ai donc commencé par interviewer pas moins de 28 journalistes et hommes politiques de différents partis et de différentes rédactions romandes, anglaises, françaises ainsi qu'américaines sur leur expérience et leurs pratiques en termes de connivence. Pour m'aider à réaliser ce projet, je me suis documenté grâce à quelques ouvrages théoriques sur la question. J'ai également consulté des articles de journaux et des vidéos en lien avec le sujet.

Lors de cette recherche, j'ai interrogé ces différents journalistes et hommes politiques sur leur expérience personnelle par rapport à la connivence, sur les éventuelles difficultés qu'ils ont pu rencontrer dans leur carrière, sur la manière dont ils perçoivent la connivence dans la presse suisse romande, et sur leur éventuelle autocensure. Je leur ai également demandé s'ils percevaient une différence entre la presse locale et généraliste et, finalement, sur la compatibilité des fonctions de journaliste et de politicien. Je me suis adressé à des journalistes généralistes – qui ne traitent pas forcément de politique – ainsi qu'à des journalistes spécialisés dans la politique, afin d'obtenir des échos différents. Dans un second temps, j'ai dû faire la synthèse de toutes ces interviews et définir des axes de travail en fonction des éléments qui convergeaient. Voici les trois principaux points ayant émergé : 1) la définition de ce qu'on appelle connivence est source de débat, 2) en Suisse romande, la connivence existe, mais elle n'est pas plus forte qu'ailleurs, et finalement, 3) il appartient à chaque journaliste de poser ses limites avec ses interlocuteurs afin de ne pas dépendre d'eux.

3. Qu'est-ce que la connivence ?

Tout d'abord, il semble nécessaire de donner une définition de ce qu'est la connivence. Qu'entend-on par-là ? Est-ce une forme de complicité consciente ou inconsciente qui nuit à l'expression de la vérité ? Est-ce le tutoiement entre un journaliste et son interlocuteur et une certaine familiarité artificielle ? Le sens que l'on donne à ce mot est l'un des nombreux sujets de débat que j'ai eu avec mes interlocuteurs. Ce qui ressort des réponses obtenues, c'est la nécessité de donner une définition claire afin de savoir de quoi on parle exactement. Selon le dictionnaire Larousse, on entend par connivence « Participation, entente secrète, intelligence non avouée en vue d'une action ; complicité ». Pour le dictionnaire Reverso, la connivence est une « complicité intellectuelle et morale, qui peut amener à faire abstraction d'entorses à la morale commises par l'autre ». Selon de nombreux observateurs, le terme de connivence comporte intrinsèquement une dimension négative. D'aucuns préfèrent alors parler de proximité ou de relation, qui sont des termes moins connotés, même si ces derniers ne représentent pas exactement le principe de connivence. C'est le cas de Grégoire Barbey, journaliste free-lance. « La connivence induit une forme de servitude journalistique qui me déplaît. Je préfère le terme de proximité. Selon le degré de proximité avec la personne, il y a peut-être des questions qu'on va se permettre ou au contraire s'interdire. Il faut avoir un lien de confiance dans l'intérêt de tout le monde et celle-ci doit s'exprimer dans la critique ». Celle-ci serait donc le résultat d'une certaine proximité entre un journaliste et un politicien. Pour autant, ce n'est pas parce qu'un journaliste est proche d'une source qu'il est

automatiquement connivent. Une définition que ne partage pas Philippe Kottelat, rédacteur en chef du *Lausanne-Cités* pour qui proximité et connivence ne sont pas la même chose. « D'abord, il faut préciser que la proximité n'est pas la connivence. Il faut être proche de nos sources pour obtenir de bonnes informations, c'est impératif. La connivence sous-entend qu'il y a entre les journalistes et les politiciens des rapports qui servent à taire un certain nombre de choses, à les esquiver, ou à ne pas en parler ». Une vision qui est partagée par Thierry Meyer, rédacteur en chef du quotidien *24 Heures*. « Qu'il y ait une proximité cela me paraît normal, mais cela ne doit pas se transformer en connivence. La connivence, cela veut dire qu'on est de mèche dans le fond et qu'on divulgue ou qu'on cache certaines choses ».

On vient de le voir, tout le problème de ce terme est donc bien la définition qu'on en donne. La notion n'est pas manichéenne, les journalistes ne sont pas soit indépendants soit connivents, et cette notion comporte certaines zones grises. « La connivence selon moi, c'est servir ses propres intérêts en servant ceux de quelqu'un, on se lie l'un à l'autre », définit Alain Rebetez, correspondant parlementaire à la *RTS*². Cette définition somme toute très simple indique une perte d'indépendance du journaliste, puisque celui-ci met en avant les intérêts de son interlocuteur. Pourtant pour Serge Gumy, rédacteur en chef de *La Liberté* à Fribourg, la connivence n'entraîne pas forcément la perte de l'indépendance pour le journaliste. « La connivence commence dès le moment où vous acceptez de travailler à la défense des intérêts de votre interlocuteur, parce qu'il est sympa et qu'il fait partie de votre cercle familial, et que vous ne dites pas certaines choses ou que vous les dites plus tard. Votre jugement est désormais biaisé et vous ne faites plus correctement votre travail. La familiarité n'entraîne pas forcément la perte de l'indépendance, la connivence oui ».

Au vu de toutes ces définitions, comment en trouver une qui soit unanime ? La plupart de mes interlocuteurs s'accordent sur une définition selon laquelle le journaliste perdrait son indépendance. À titre personnel, j'adhère à cette définition et je définirai ainsi la connivence : « le fait d'entretenir pour un journaliste des relations cordiales, amicales, voire familiales avec des personnes, dont il parle dans ses articles et que celles-ci lui fassent perdre son indépendance ». Comme il a été précisé, un journaliste peut et même doit entretenir des relations cordiales voire familiales avec ses sources afin d'en obtenir des informations. Ce qu'il ne faut en aucun cas en revanche, c'est que ces relations entravent son jugement et donc son travail.

² Au premier juin 2018, Alain Rebetez changera de poste et deviendra correspondant à Paris pour le groupe Tamedia

4. La connivence : comment se manifeste-t-elle ?

Après avoir défini ce qu'était la connivence, il faut se demander comment elle se manifeste. Par quels actes fait-on preuve de connivence ? Peut-on lui déterminer des limites ? Si oui, lesquelles ? Jusqu'où la relation d'un journaliste avec un politicien peut-elle aller ?

Le premier constat à faire semble clair : il est impossible de fixer des limites nettes. C'est l'avis de Grégoire Barbey, journaliste free-lance. « Je ne pense pas que l'on puisse faire des généralités. C'est vraiment du cas par cas ». Serge Gumy, en revanche, convient qu'il n'y a pas de démarcation nette, mais estime qu'une certaine limite peut être établie. « Je pense que la Déclaration des Droits et Devoirs du journaliste pose des limites extrêmement claires. Le journaliste ne peut pas faire ce qu'il veut, il est tenu par la déontologie de la profession. Mais il n'y a pas de limite légale, ni de démarcation nette. Cependant, chaque journaliste doit être capable de fixer la limite à partir de laquelle il ne se sent plus maître de ses décisions rédactionnelles. Quand tout à coup, l'amitié qu'on a avec une personne vient interférer avec le choix de traiter ou non tel ou tel sujet, la ligne rouge est dépassée ». Tout comme le rédacteur en chef de *La Liberté*, de nombreux interlocuteurs interviewés insistent sur la responsabilité de journaliste à qui il appartient, de mettre le holà afin de ne pas tomber dans la connivence. C'est donc au journaliste de fixer des limites avec ses interlocuteurs afin qu'il puisse faire son travail correctement. Mais quelles sont ces limites ? Les relations d'amitié sont-elles tolérées ? Le journaliste doit-il se montrer distant afin de ne pas risquer de tomber dans la connivence ? « Je pense que l'on peut entretenir des relations amicales, mais que cela ne doit jamais nous empêcher de faire notre boulot », déclare Thierry Meyer. « La limite est propre à chacun. Elle se situe lorsqu'on ne se sent plus libre de commenter de manière critique certains événements. Or, le journaliste doit se sentir libre », précise Dominique Von Burg, président du Conseil suisse de la presse. Pour Philippe Kottelat, la limite à observer est très simple. « Il faut toujours se dire : je dois traiter ce problème-là, il met en cause telle ou telle personne, suis-je capable d'aller au bout et de dire ce que j'ai à dire. Si c'est le cas, cela veut dire que vous jouez votre rôle de journaliste correctement. Si au contraire, vous vous sentez stoppé dans votre action vous ne remplissez plus votre fonction ».

Si pour certains journalistes la proximité n'est aucunement un problème, d'autres estiment qu'il faut malgré tout garder une distance. Ce sont là deux visions de la connivence qui s'affrontent. Avec malgré tout un point commun : le journaliste ne doit pas perdre son indépendance.

Alain Rebetez fait partie de ceux qui pensent que la proximité entre un journaliste et un politicien ne doit pas aller trop loin. « Les histoires de couple sont un problème et à mon sens même l'amitié est problématique. Et plus important encore : le journaliste ne doit jamais devenir dépendant d'un informateur. Si vous taisez quelque chose pour ne pas perdre un bon informateur ou si vous venez à le flatter pour le garder, vous êtes dans la connivence ». Un avis partagé par l'ancien rédacteur en chef de *l'Hebdo*, Jacques Pilet. « Les limites, chacun les pose, il n'y a pas de manuel. Mais je pense qu'on ne doit pas aller trop loin dans le contact personnel. Parce qu'après, quand commencent à se mêler des relations personnelles et affectives, le journaliste, qu'il le veuille ou non, perd un peu de son indépendance. Ce qu'il ne doit surtout pas perdre, pour commenter le monde politique ». Un avis également partagé par Thierry Meyer : « Il faut avoir un contact sympathique, mais distant et ne jamais se montrer trop amical. Il ne faut pas aller trop loin dans les discussions personnelles parce que sinon, le contact devient un ami et non plus un interlocuteur », avertit le rédacteur en chef du *24Heures*.

À l'inverse, pour Peter Rothenbühler, chroniqueur au *Matin Dimanche* et ancien rédacteur en chef du *Matin*, la proximité n'est pas un problème tant que le journaliste reste dans son rôle. « Pour moi, la proximité peut aller jusqu'au lit. Je peux très bien passer une journée en montagne avec un politicien, quel que soit son bord politique et rester dans mon rôle. Journaliste on peut l'être entièrement ou pas du tout. Il s'agit naturellement de parler ouvertement des limites et de ne pas tromper l'autre ». Un avis partagé par Jon Henley journaliste au *Guardian*. « C'est difficile d'établir des règles concrètes. Je connais de très bons journalistes qui ont pris des vacances avec des hommes politiques. Après, c'est une question de jugement. Si ma relation est proche et que cette personne me fournit des informations précieuses et que je suis sûr de ne pas être manipulé, pourquoi refuser ? Le problème intervient quand le comportement, les réactions et les jugements professionnels du journaliste sont touchés ». Même constat pour Philippe Castella, journaliste à *La Liberté* qui insiste sur le fait que le journaliste ne doit surtout pas perdre son indépendance. « Je ne sais pas s'il y a véritablement une limite à ne pas franchir. Quelque part, peu importe le degré de la relation, le plus important c'est de ne pas perdre son indépendance ». Marie Maurisse, correspondante en Suisse pour *Le Monde* estime qu'une remise en question systématique de sa manière de travailler est un élément fondamental pour ne pas tomber dans la connivence. « Il appartient à chacun de voir où est sa limite. L'essentiel c'est d'avoir conscience de cela et de faire une remise en question de ses propres pratiques de temps en temps ».

En résumé, deux écoles s'affrontent. Celle qui juge que la proximité n'est pas un problème, et celle qui estime qu'il ne faut pas être trop proche. Les deux attitudes trouvent malgré tout un terrain d'entente sur le fait que le journaliste doit impérativement préserver son indépendance. Il est à noter aussi l'impossibilité d'établir des règles claires concernant la connivence. En l'absence de limites claires, c'est à chaque journaliste de savoir « doser » ses relations afin de ne pas tomber dans la connivence.

Personnellement, j'estime qu'il faut maintenir des relations cordiales avec ses sources, tout en étant clair avec elles sur le fait qu'en tant que journaliste, l'information prime sur la relation. Une remise en question régulière sur ses propres pratiques me semble en outre fondamentale pour continuer à garder un œil lucide sur la nature des relations que peut maintenir un journaliste avec ses interlocuteurs.

5. Le journalisme politique est-il un journalisme de connivence ?

Au vu des différents témoignages, une telle question semble légitime. La politique est un petit milieu où tout le monde se connaît depuis longtemps puisqu'aussi bien les journalistes que les politiciens sortent des mêmes écoles (sauf en Suisse). Une certaine proximité s'est donc déjà installée entre eux. De plus, le journalisme politique implique le fait d'avoir une proximité obligatoire avec ses sources. Sans cette relation proche, il est difficile pour le journaliste d'obtenir des informations.

5.1. Les couples politiciens-journalistes :

Au Royaume-Uni comme aux États-Unis, les liaisons entre journalistes et politiciens ne sont pas très bien vues. En Angleterre, la règle est claire, la distance entre les médias et le pouvoir est non négociable. Les médias et l'opinion publique se montrent très critiques à l'égard des relations, comme celles qu'ont pu avoir en France Dominique Strauss-Kahn et Anne Sinclair ou encore François Hollande et Valérie Trierweiler. Si ce n'est pas une règle intangible, la tradition anglo-saxonne veut donc que les journalistes se tiennent éloignés du pouvoir, le « stay away from power », ou qu'ils se mettent en retraite lorsque leur conjoint occupe une position politique importante. On peut donner en exemple Maria Shriver, journaliste très populaire aux États-Unis, qui décida de mettre sa carrière entre parenthèses lorsque son mari Arnold Schwarzenegger s'est porté candidat au poste de gouverneur de l'État de Californie. Elle retrouva son poste sur *NBC* en 2011 après avoir divorcé. Si cette pratique est considérée comme normale dans la plupart des démocraties occidentales, elle prévaut notamment dans les pays où les liens entre les milieux journalistiques et

politiques sont très étroits.

Ce constat pour l'Angleterre et les États-Unis doit être nuancé, car ces pays ont aussi connu leurs lots de liaisons entre journalistes et personnalités politiques. Par exemple, Eleanor Roosevelt, femme du président Franklin D. Roosevelt, qui continua à exercer sa fonction de journaliste après l'élection de son époux. Plus récemment, on peut prendre en exemple, Christiane Amanpour, correspondante internationale en chef de *CNN*, qui a épousé James Rubin en 1998 alors qu'il était à l'époque le porte-parole du Département d'État américain sous la présidence de Bill Clinton. Cependant ces quelques couples font figure d'exceptions dans le monde anglo-saxon.

Tous ces exemples montrent qu'il est impossible de formuler un constat clair tant la réalité de ces unions diffère non seulement d'un pays à l'autre, mais au sein même de chacun d'entre eux.

En revanche, il n'est pas étonnant que les liaisons entre des hommes politiques et des femmes journalistes soient perçues par la presse étrangère comme un particularisme français.

Car la France constitue un cas bien à part. Beaucoup de journalistes françaises choisissent de ne pas abandonner leur métier malgré le fait que leur compagnon occupe un poste de pouvoir. Le plus souvent, elles invoquent des arguments féministes comme la nécessité de gagner sa vie ou le refus de sacrifier leur épanouissement professionnel. Il semble évident que ces justifications sont tout à fait respectables. On peut d'ailleurs s'étonner que l'inverse ne soit jamais mentionné : demander à un homme politique de se retirer pour se mettre au service de l'ambition de son épouse journaliste. Reste qu'il résulte souvent de ces ambitions conjointes des situations où s'affichent d'évidents conflits d'intérêts. Le couple Bernard Kouchner-Christine Ockrent en est le parfait exemple. Ils ont chacun mené leur carrière en parallèle, n'hésitant pas à s'épauler l'un l'autre au risque de manquer à la déontologie : Le 12 avril 1992, par exemple, Christine Ockrent était chargée d'interviewer François Mitterrand dans le cadre d'une émission télévisée. Ce jour-là, elle s'est retrouvée dans une position étrange, car elle devait interviewer le Président de la République alors qu'elle vivait avec un de ses ministres (à l'époque, Bernard Kouchner était ministre de la Santé et de l'Action humanitaire)³. À l'étranger, ces couples transmettent l'image d'une consanguinité spécifiquement française et certains journalistes anglo-saxons vont jusqu'à considérer que dans ce pays, il va de soi pour une journaliste politique de continuer à exercer sa fonction alors que son mari occupe un poste de pouvoir.

³ LÉVRIER, Alexis, *Le Contact et la distance. Le journalisme politique au risque de la connivence*, Les Petits Matins, 2016, p.35.

Tous ces exemples posent la question de savoir si ce genre d'exemples existent aussi en Suisse. Il est fort probable qu'ils existent, mais on ne le voit pas, car ils ne s'affichent pas, et n'émergent jamais sur la scène publique, à l'inverse du couple Kouchner-Ockrent. Ainsi, il est difficile de nommer des couples composés de journalistes et politiciens en Suisse.

5.2. Une porosité inévitable

Il paraît malgré tout nécessaire de rappeler une évidence : il ne peut exister de complète étanchéité entre le milieu politique et le monde journalistique, peu importe les pays ou l'époque, il est inévitable que des liens se créent entre les journalistes et les personnalités politiques. Ce n'est donc pas une surprise s'il existe des allers-retours entre ces deux mondes.

Pour empêcher une trop grande proximité entre ces deux univers, il faudrait que les journalistes politiques acceptent de ne plus fréquenter d'aussi près les dirigeants politiques. Ainsi, ils resteraient à distance des liens de connivence et des engagements interpersonnels, avec le risque de se voir privés d'informations de première main.⁴

Depuis l'avènement de la presse, la tradition anglo-saxonne exige l'éloignement entre médias et pouvoir, alors que ces deux milieux entretiennent en France et en Europe des relations étroites et parfois ambiguës. Pour justifier leur choix de fréquenter le monde politique, un grand nombre de journalistes français soulignent le fait qu'ils ne peuvent pas se priver de ce qui constitue leur principale source d'information. La proximité avec les politiciens n'est donc pas seulement un choix, mais bien une obligation pour exercer leur métier.

Il existe donc un dilemme propre au journalisme politique, qui doit constamment redéfinir la fragile frontière entre les nécessités de l'enquête et les dangers de la connivence. En d'autres termes, sa mission est de réussir à concilier « le contact et la distance » pour reprendre les deux objectifs apparemment contradictoires que définissait Hubert Beuve-Méry. Cette formule montre toute la difficulté du travail des journalistes politiques, qui doivent en permanence concilier deux exigences contradictoires. Un responsable politique étant également une source d'information, où s'arrête l'enquête et où commence la connivence ?

Depuis quelques années, de plus en plus d'hommes et surtout de femmes journalistes soulignent le danger de l'endogamie entre presse et pouvoir. Mais les habitudes ont la vie dure...

⁴ Ibid, p.77.

6. Quel comportement pour les journalistes ?

Beaucoup de questions se posent sur la conduite que les journalistes doivent adopter et sur leur déontologie. Peuvent-ils tutoyer leurs sources ? Peuvent-ils partir en vacances ou aller dîner chez des politiciens ? Les journalistes peuvent-ils devenir politiciens et inversement ? Autant d'interrogations qui suscitent de nombreux débats au sein et en dehors de la profession.

6.1. Tutoiement ou vouvoiement ?

L'une des grandes questions qui se pose est de savoir si le journaliste doit tutoyer ou vouvoyer ses interlocuteurs. Bien que le tutoiement soit très mal vu par le public, il n'existe aucune règle fixe à ce sujet. Est-ce de la connivence ? Est-ce une question de codes ? Le tutoiement implique-t-il fatalement une complicité avec un politicien ? À noter que cette question de tutoiement est très francophone, car elle ne se pose pas dans les pays anglo-saxons. « Je sais qu'en France, certains journalistes refusent le tutoiement pour garder leur distance. Cette question ne se pose pas en anglais puisqu'il y a le « you » », explique Loïc Pialat, correspondant aux États-Unis pour le quotidien suisse *Le Temps*.

Dès lors qu'un journaliste tutoie un homme politique, se trouve-t-il forcément en situation de connivence ? Pas pour Marc Bretton, journaliste à *La Tribune de Genève*. « Je tutoie seulement selon la relation que j'ai avec le politicien. Le tutoiement ne signifie pas qu'on leur sert la soupe », affirme-t-il. Une position partagée par Grégoire Barbey, journaliste free-lance qui, lui, pense qu'il ne faut pas juger les amitiés. « Je ne pense pas que le tutoiement soit de la connivence. Cela instaure une certaine confiance, permet de créer un lien et donc de nous rapprocher de la personne et d'oser lui poser certaines questions, souligne-t-il. Je suis ami avec un politicien, je le tutoie et pourtant il m'est arrivé de le critiquer, car on n'est pas forcément gentil avec nos amis ». Alain Rebetez, journaliste à la *RTS* n'accorde aucune signification au tutoiement. « Si un politicien me propose le tutoiement, je l'accorde car je trouve impoli de ne pas le faire. Mais je ne le sollicite jamais, et n'y attache aucune signification. J'ai des relations très peu fréquentes et plutôt froides avec des gens que je tutoie, et des relations fréquentes et parfois chaleureuses avec des gens que je vouvoie ».

À l'inverse, certains journalistes comme Marie Meurisse préfèrent éviter le tutoiement afin de ne pas rentrer dans une relation de familiarité. « C'est la première chose que j'essaie d'éviter parce que pour moi, c'est un symbole très fort qui signifie qu'en fait on se connaît bien. C'est vraiment le signe qu'une relation de confiance va au-delà du rapport professionnel. Pourtant, dans certains cas,

je ne peux pas l'éviter. Si j'appelle un vrai copain pour des raisons professionnelles, je ne vais pas le vouvoyer alors qu'on se tutoie en dehors. Et il faut admettre que le tutoiement est parfois utile pour créer des relations ». Pour Cédric Jotterand, rédacteur en chef du *Journal de Morges*, le vouvoiement permet de garder une distance. « Cela instaure une barrière réelle. C'est un moyen de garder une distance. Un dialogue différent s'installe lorsqu'on se tutoie ». Une position également partagée par Philippe Kottelat, journaliste au *Lausanne-Cités*. « J'essaie de ne pas tutoyer. Le « vous » pour moi est quelque chose de très important parce qu'il permet de garder une distance formelle. J'avoue qu'il y a un conseiller d'État vaudois que je tutoie, ce qui ne m'empêche pas d'avoir un regard critique sur son action ». Même appréciation du côté de Serge Gumy, rédacteur en chef de *La Liberté*. « A mes débuts, le vouvoiement était une manière de garder une distance. Cependant, j'ai accepté le tutoiement avec quelques politiciens et cela n'a absolument rien changé à mon indépendance vis-à-vis d'eux. Et ce n'est pas parce que je tutoie certaines personnalités politiques que je vais être plus gentil avec elles ».

Dans la majorité des cas, le tutoiement ou le vouvoiement ne joueraient donc aucun rôle dans le comportement du journaliste face à un homme politique. Cela ne crée pas de connivence considérable. De plus, si le tutoiement est directement vu comme du « cirage de pompe », à l'inverse, le vouvoiement ne signifie pas pour autant que le journaliste ne ressent pas de la sympathie à l'égard d'un politicien. De fait, la réponse à cette question diffère selon les codes et les préférences de chacun. Que les journalistes adoptent une attitude ou l'autre, au final ils n'y attachent pas une importance fondamentale. Le principal est de réussir à garder son indépendance et son regard critique, et ce malgré les liens d'affection qu'on serait susceptible de développer pour tel ou tel homme ou femme politique. Une fois encore il s'agit là d'une question de perception personnelle.

6.2. Hommes politiques et journalistes, comme l'eau et l'huile ?

Autre phénomène intéressant, de plus en plus de journalistes exercent des fonctions de politiciens et inversement. De nombreux politiciens tiennent ainsi des chroniques dans les journaux. À souligner qu'il faut bien faire la différence entre journaliste et chroniqueur. Un journaliste va rendre des faits précis, dans un but strictement informatif. Il est censé rester neutre et ne pas exposer son point de vue, là où un chroniqueur jouit d'une grande liberté de commentaire. Ce dernier peut signer des chroniques où il peut exprimer son opinion personnelle. Mais les fonctions de journaliste et de politicien sont-elles compatibles ? Pour la majorité des journalistes interviewés, la réponse est très claire : ces deux fonctions sont totalement incompatibles.

En mai 2017, Fathi Derder, conseiller national PLR (Parti Libéral Radical) et ancien journaliste de la RTS, devient le nouveau rédacteur en chef du quotidien économique romand *L'Agefi*⁵, et cumule ainsi les deux fonctions. C'est en partant de ce cas d'école que j'ai interviewé mes interlocuteurs.

Philippe Kottelat, journaliste au *Lausanne-Cités* explique : « Ces deux fonctions ne sont pas compatibles. Je ne trouve absolument pas crédible un Fathi Derder qui a une place aux chambres fédérales et qui reprend la direction d'un journal ou d'un site d'information. Même si en l'occurrence, cela me gêne un peu moins, car on sait qu'il est catalogué dans une droite libérale et qu'il reprend un journal de finance, donc on est dans le même domaine. En revanche, je serais beaucoup plus gêné de retrouver Fathi Derder à la rédaction du *Temps* ». Corinne Portier, ancienne correspondante à Paris pour la RTS se montre également très critique avec le rédacteur en chef de *L'Agefi*. « Il y a un problème avec ce que fait Fathi Derder. Normalement on doit être indépendant de tout parti, donc il est difficile de défendre son parti et d'être indépendant en même temps ». Selon Jacques-Simon Eggly, ancien journaliste et chroniqueur au *Journal de Genève* et ancien conseiller national PLR, ces deux fonctions qu'il a lui-même occupées deviennent aujourd'hui plus compatibles. « Regardez Fathi Derder à *L'Agefi* ou Roger Köppel qui est élu UDC et rédacteur en chef de la *WeltWoche*. Ce n'est pas un changement définitif, mais j'ai quand même l'impression qu'il y a un retour au journalisme d'antan ».

Au-delà du cas Derder, certains journalistes estiment que les deux fonctions ne sont en aucun cas compatibles, à l'image de Jon Henley, journaliste au *Guardian*, « C'est une véritable catastrophe. Cela contribue à décrédibiliser le métier de journaliste ». Car à l'évidence, ce genre de phénomène contribue à alimenter le fantasme populaire qui voudrait que les médias et les politiciens soient de mèche, le fameux « tous pourris ». Une crainte qui est partagée par Eric Albert, correspondant pour *Le Temps* à Londres. « On peut voir cela au Royaume-Uni et je trouve insupportable de faire les deux en même temps. Cela jette l'opprobre sur tout le métier de journaliste et contribue à la suspicion du lecteur, ce que je peux comprendre ».

La cause principale invoquée est le manque de crédibilité du journaliste, ainsi qu'une impossibilité d'être partisan dans le journalisme tel qu'il est pratiqué actuellement. C'est du moins l'avis de Thierry Meyer, rédacteur en chef de *24 Heures*, « Selon notre charte (ndlr : Déclaration des Droits et Devoir du journaliste), on ne peut pas faire de politique et faire du journalisme. On ne peut pas être partisans car il y aura un manque de crédibilité ». Son collègue de *La Tribune de Genève*, Eric Budry partage son avis, mais nuance : « Pour moi, la politique et le journalisme sont incompatibles.

⁵ Fathi Derder quittera son poste de rédacteur en chef de *L'Agefi* le 31 juillet 2018

C'est d'ailleurs interdit à *La Tribune de Genève*, c'est trop dangereux. Il y a derrière tout cela un problème de crédibilité pour le journaliste. Ou alors, le journaliste doit s'occuper d'un domaine totalement différent de la politique ». Cette nuance est également exprimée par le président du Conseil suisse de la presse, Dominique Von Burg. « En principe, ces deux fonctions sont peu compatibles. Mais dans un pays comme le nôtre qui a un engagement politique de milice, je ne vois pas pourquoi on exclurait les journalistes de pouvoir faire de la politique. Par contre, le journaliste ne doit alors plus traiter ce sujet ».

Alain Rebetez, correspondant parlementaire pour la RTS, rappelle ainsi que le politicien journaliste est l'une des grandes traditions de la presse. « C'était presque la règle au XIXe, fréquent dans la première moitié du XXe et puis cela a disparu progressivement après la Deuxième Guerre mondiale. Depuis quelques années, cela revient et ça ne me gêne pas du tout. Sauf quand des journalistes comme M.Köppel (ndlr élu UDC et rédacteur en chef de la *Weltwoche*) prétendent représenter à eux seuls le journalisme critique et qu'ils en viennent à défendre un journalisme qui ne se préoccupe plus des faits ». Même constat chez le chroniqueur du *Matin Dimanche* Peter Rothenbühler. « C'est une vieille tradition, mais au moins on sait de quel bord ils sont. Ceci dit, vous avez beaucoup de journalistes qui militent de manière ouverte ou cachée pour un parti ou un mouvement sans se faire élire. Ma règle, c'est qu'un journaliste n'a pas le droit d'être membre d'un parti politique ou de se faire élire. Sauf dans le cadre de sa commune sur laquelle son journal ou lui-même ne vont jamais rien publier ». Darius Rochebin, présentateur du téléjournal sur la RTS, estime que ces deux fonctions sont incompatibles, mais rappelle lui aussi que c'était la norme il y a 30 ans. « Quand j'ai débuté ma carrière au *Journal de Genève*, le chef de la rubrique politique était ouvertement favorable au parti libéral. On considérait que c'était la conception d'un journalisme un peu à l'ancienne. Aujourd'hui, on considère qu'on ne peut pas être affilié à un parti et être journaliste ».

7. La connivence dans la presse locale

Si l'existence de la connivence dans la presse généraliste est avérée, on peut se demander si elle existe également dans la presse locale romande et comment elle se manifeste, la presse locale est un milieu encore plus petit et fermé que celui de la presse généraliste.

Pour beaucoup, la connivence est inévitable dans les médias locaux à cause de la très grande proximité entre les journalistes et leurs interlocuteurs. C'est l'avis de Jacques Pilet, fondateur de

l'hebdomadaire aujourd'hui disparu *l'Hebdo*. « Dans la presse locale, par la force des choses, en étant les uns avec les autres, la connivence est souvent grande. Les journalistes locaux qui remettent en question les décisions de leur municipalité sont assez rares car la presse locale est très proche du pouvoir local. Dans la presse généraliste, elle l'est moins, mais cela ne veut pas dire que l'on échappe à la connivence intellectuelle générale ». Cette proximité avec les pouvoirs locaux semble être l'un des gros arguments pour affirmer qu'il y a plus de connivence dans la presse locale que dans la presse généraliste. C'est d'ailleurs l'avis de Peter Rothenbühler, ancien rédacteur en chef du *Blick*, du *Matin*, et chroniqueur au *Matin Dimanche*. « Je pense que les journaux régionaux de Suisse romande sont trop près des pouvoirs cantonaux, trop sages, les gouvernements n'ont rien à craindre. Bien des affaires ne sortent pas parce qu'on n'aime pas trop se faire mal. C'est propre à la petite taille du pays romand. Le localier doit fréquenter les gens sur lesquels il écrit au quotidien, cela crée ce qu'on appelle en allemand une « Beisshemmung ». On ne mord pas celui qui vous connaît ». En effet, il semble difficile de « tirer à la sulfateuse » sur la maire de son village sans en craindre des conséquences, signe que les pressions politiques peuvent aussi jouer un rôle dans la presse locale. Alain Rebetez, ancien journaliste de *l'Express* à Neuchâtel, de *l'Hebdo*, et correspondant parlementaire pour la RTS, confirme : « Je ne sais pas s'il y a plus de connivence dans la presse locale, mais de toute évidence les pressions y sont plus fortes, donc les dangers plus élevés. Je sais d'expérience que les pressions politiques sont plus fortes et brutales au niveau local ». « Quand on fait du journalisme local, on entretient une relation de proximité avec les gens qu'on interroge, on a besoin d'eux pour leurs informations, on a des contacts réguliers avec eux. Pour autant on doit leur faire comprendre que notre travail c'est d'observer une distance critique à l'égard de leur action. Être proche ne veut pas dire qu'il y a automatiquement de la connivence. Cela dépend aussi des coutumes et des traditions selon les endroits. Dans certains cantons, il y a la tradition de l'apéro après la conférence de presse, ou celle du tutoiement. Ailleurs, on considère que le journal est « à nous », qu'il doit forcément être « de notre côté, décrypte Serge Gummy, rédacteur en chef de *La Liberté* ».

Lorsque l'on parle de la connivence au niveau local, il faut également prendre en compte la dimension économique du problème. Beaucoup de journaux locaux sont subventionnés de manière indirecte. C'est-à-dire, grâce à des prêts sans intérêts de leur commune ou des prestations publicitaires. Contrairement à ce qu'on pourrait croire, il n'y a pas de mécénat et les communes ne versent jamais de l'argent à perte dans les journaux. Ainsi, si les journaux « tapent trop fort » sur un élu ou sur la municipalité, ceux-ci en guise de représailles pourraient décider de réduire ou de couper les subventions ce qui pourrait même signifier la fin du journal. C'est pour cette raison que

la question de la connivence dans la presse locale est une question très complexe.

En Angleterre, en revanche, la question se pose un peu moins, tant le rôle de la presse locale est résiduel. « Au Royaume-Uni, il y a très peu de presse locale. Ce qui est vrai, c'est que les quotidiens y sont très puissants. Il y a une telle puissance de feu que les journaux locaux ont été écrasés. Maintenant, oui, il y a selon moi une tradition plus connivente localement », indique Eric Albert.

Aux États-Unis, comme au Royaume-Uni dans une moindre mesure, il n'y a pas vraiment de presse locale, car le pays est immense. « Le *New York Times* ou le *Washington Post* n'envoient pas nécessairement de journalistes sur un événement californien. Par conséquent, la presse locale qui concerne plusieurs millions de personnes à Los Angeles n'est pas traitée avec la même condescendance que celle que j'ai pu observer en France », explique Loïc Pialat. Bien évidemment, face à ses déclarations, il convient de resituer certaines données. Parler de presse nationale ou locale lorsqu'on parle de la Californie n'est pas la même chose que de parler de la presse locale en France ou en Suisse au vu de la taille de l'état californien.

Au final, il semblerait que la connivence soit plus importante au niveau local à cause des dimensions de ce milieu, plus propice à la promiscuité, donc à la proximité. Il est très difficile d'écrire un papier à charge sur une personne que l'on côtoie tous les jours. Le risque est qu'elle ne parle plus au journaliste et que celui-ci perde ainsi une, voire sa seule source d'information. La dimension économique joue également un rôle important pour comprendre la connivence dans ce milieu. La plupart des journaux sont subventionnés et un mauvais article concernant l'État ou la mairie peut avoir des conséquences désastreuses sur l'économie du journal.

8. La connivence dans le monde anglo-saxon :

Pendant longtemps, le journalisme à l'anglo-saxonne a été loué et admiré en regard de la presse dite francophone, et ce pour plusieurs raisons: la distinction, élevée au rang de dogme, entre les faits et les commentaires, l'importance accordée au reportage plutôt qu'à la chronique, ainsi que la prudence extrême dans leurs relations avec les sources d'information ont contribué à vendre la conception anglo-saxonne comme un modèle de journalisme. Pourtant est-ce bien le cas ? La presse anglo-saxonne est-elle aussi indépendante qu'elle voudrait le faire croire ?

8.1. Le cas anglais :

Au Royaume-Uni, la règle paraît claire : l'éloignement entre les médias et le pouvoir est non négociable. Pourtant, d'après les interlocuteurs interrogés, la prétendue tradition anglo-saxonne d'un journalisme parfaitement indépendant n'existe pas. « La presse anglo-saxonne se vante énormément d'être supérieure. Lorsque j'étais à Paris, il était de bon ton de dire qu'en Angleterre les dîners en ville n'existaient pas, alors que ce n'est pas vrai. Les relations y prennent des formes un peu différentes, mais les journalistes politiques britanniques sont tout aussi proches de leurs sources que leurs homologues français. En revanche, je pense que la presse anglaise est plus agressive par rapport à la classe politique » nuance Jon Henley, journaliste au *Guardian*. Un avis corroboré par Eric Albert, correspondant à Londres pour les quotidiens français et suisse *Le Monde* et *Le Temps*. « La conception anglo-saxonne du journalisme n'existe pas. La presse britannique ne sépare pas du tout les faits et les commentaires. J'avais appris en école de journalisme qu'il y avait cette conception de la presse anglo-saxonne, mais ce n'est pas ce que j'observe. Il est faux d'imaginer les journaux anglais comme étant neutres. D'après moi, c'est plutôt une tradition américaine et je pense que l'erreur vient de là ».

Demeurent quand même des différences conséquentes avec la presse francophone. « La presse anglaise est plus partisane que dans les autres pays. On sait pour qui roule chaque journal sauf la *BBC* qui a un code d'impartialité », explique Markus Haefliger, correspondant à Londres pour le quotidien suisse *NZZ*. Un avis partagé par Éric Albert : « L'une des grandes différences de la presse anglaise avec la presse suisse et française, c'est qu'elle est extrêmement clivante. Elle prend parti dans un sens ou dans un autre. On connaît la couleur politique de chaque journal. Le *Guardian* est à gauche, le *Daily Mail* est à droite, le *Sun* est à droite, Le *Daily Telegraph* est à droite. La presse quotidienne anglaise est d'ailleurs essentiellement de droite. L'autre grande différence se situe dans les radios et télévisions anglaises qui sont plus agressives qu'en France où la presse est trop gentille avec les politiciens ». Cette « gentillesse » dont parle Eric Albert, Jon Henley la connaît bien et elle ne le laisse pas indifférent. C'est également l'une des grandes différences entre la presse anglo-saxonne et francophone. « Nous journalistes anglo-saxons sommes très souvent frappés quand on observe la politesse presque la gentillesse de nos collègues français à l'égard des politiciens. La presse anglaise est un peu plus violente. Un célèbre journaliste, Jeremy Paxman, est très connu pour avoir posé 13 fois la même question à un politicien parce qu'il ne répondait pas à la question. Cette utilisation du droit de suite, on ne la verrait pas en France. C'est une tradition différente ». Dans le jargon journalistique, le « droit de suite » évoque la possibilité pour un journaliste de questionner à

nouveau un interviewé sur des propos qu'il a tenus antérieurement, surtout lorsque ces propos ont été tenus devant le même journaliste, afin de mettre la personne interrogée face à ses contradictions.

Un dernier élément est à relever en matière de journalisme anglo-saxon. L'une des raisons qui expliquent la connivence dans la presse anglaise, c'est que tout le monde connaît tout le monde. Les journalistes et politiciens se connaissent même sans être amis, car ils ont étudié dans les mêmes universités. « Aujourd'hui, la moitié des gens vont à l'université, donc les journalistes et politiciens aussi, et de fait, ils sont quand même un peu issus du même milieu. Dans le passé beaucoup de journalistes n'avaient pas fait d'études et étaient issus du milieu ouvrier. Aujourd'hui, un journaliste qui a un père mineur ça n'existe plus », explique Markus Haefliger. Un élément qui préoccupe aussi Jon Henley. « L'un des problèmes des relations entre journalistes et hommes politiques c'est qu'ils ont fait les mêmes écoles, comme Sciences Po (Institut d'études politiques) en France. Du coup, le journaliste à une entrée automatique parce qu'il connaît ces personnes. Et ça devient un problème parce qu'on parle d'une relation de loyauté qui n'a rien à voir avec sa profession de journaliste ».

En résumé, la tradition du journalisme anglo-saxon n'existerait pas vraiment. Dotée d'une presse ouvertement partisane comme c'est le cas en France ou en Suisse où l'on connaît la couleur politique des journaux, la presse anglaise n'est pas aussi indépendante qu'elle veut bien le faire croire. La connivence est donc belle et bien présente au Royaume-Uni et les relations entre politiciens et journalistes sont tout aussi proches qu'ailleurs. Sur le fond, les relations y sont identiques et c'est d'ailleurs essentiel qu'elles le soient afin d'obtenir des informations. Sur la forme en revanche, on retrouve une agressivité et une volonté de provoquer qui n'existent pas ailleurs. Dernier élément à relever : les journalistes et politiciens sont issus du même milieu.

8.2. Le cas américain :

Le cas américain est bien différent du cas anglais. Déjà de par la taille des deux pays. L'univers des médias aux États-Unis est immense, et n'a rien à voir avec le monde médiatique européen. « L'univers des médias aux USA est impressionnant. Il y a de très nombreux médias et un système politique plutôt complexe. Il s'y exerce une pression médiatique sur le monde politique plus forte que partout ailleurs dans le monde », explique Pierre Gobet, ancien correspondant aux États-Unis pour la RTS. Valérie de Graffenried, correspondante pour *Le Temps* aux États-Unis, ajoute une difficulté qui rend encore plus ardue la compréhension actuelle de la connivence aux États-Unis. « En ce moment, la situation est particulière, car le président Donald Trump a des relations très compliquées avec les médias. Il contribue à les décrédibiliser en parlant régulièrement de « fake

news », et en façonne ainsi une mauvaise image dans l'opinion publique ».

Selon les personnes interviewées, il n'y a pas plus de connivence de ce côté-ci de l'Atlantique qu'ailleurs. « Dans la réalité, il y a une proximité normale et assumée puisque les journalistes se spécialisent dans le domaine politique et vivent dans le milieu ou autour de la politique », explique Pierre Gobet. Même son de cloche chez Valérie de Graffenried : « Une certaine connivence existe par exemple entre Fox News et l'équipe actuellement au pouvoir à la Maison Blanche, et elle est parfaitement assumée. Pour ce qui est des autres médias, et des grands journaux comme le *New York Times* ou le *Washington Post*, le défi principal aujourd'hui est de ne pas donner l'impression de s'acharner sur le président, mais de continuer à donner une information complète, de qualité, en misant sur le travail d'investigation ».

« Je crois que la connivence n'est pas moins présente aux États-Unis que dans d'autres pays, avec une grande tradition journalistique et avec des normes démocratiques bien établies. Cependant, le fait que certains médias américains soient de plus en plus politisés complique la chose. L'exemple étant la complicité ouverte entre la présente administration et la presse de droite aux États-Unis », détaille Philip Crowther, correspondant pour *France 24*. « Je crois qu'il y a de la manipulation des deux côtés, observe Loïc Pialat. De la part des interviewés qui veulent donner une bonne image d'eux-mêmes et faire passer leur message, et de l'autre côté par des intervieweurs qui n'hésitent pas à flatter les égos pour obtenir ce dont ils ont besoin. J'ai le sentiment qu'il y a moins de méfiance vis-à-vis des médias aux États-Unis, parfois même une forme de fascination. Les politiques ont intégré les journalistes et la presse comme faisant partie de leur quotidien ». Reste que, d'après Pierre Gobet, le peuple américain ne voit pas d'un très bon œil cette proximité. « Le peuple américain apprécie de manière à la fois très critique et très partisane les rapports entre les médias et le monde politique. Les Américains sont très déçus des institutions en général et du monde politique en particulier. Ils vont suivre un certain nombre de médias ou de journalistes, mais ne vont pas du tout faire confiance aux autres médias ou journalistes. Ils vont adhérer à une vision du monde dans laquelle ils se sentent bien et vont rejeter le reste du paysage médiatique qu'ils critiqueront. Cet aspect-là se retrouve d'ailleurs des deux côtés du spectre politique ».

S'il est avéré que la connivence est bel et bien présente dans le journalisme politique américain, c'est que la conception anglo-saxonne d'un journalisme parfaitement indépendant n'y est pas respectée. C'est du moins ce que pense Philip Crowther. « La presse américaine ne respecte pas ses règles d'indépendance, et notamment les chaînes d'actualité en continu. Cette indépendance a été perdue au moment où les frontières entre journalistes et commentateurs sont devenues floues. Un

avis que partage Pierre Gobet : « Le modèle anglo-saxon d'indépendance et de rigueur qui prévaut encore n'est pas toujours valable. Certaines dérives m'ont frappé. La situation aux USA est assez complexe : certains médias continuent de faire leur travail selon les règles traditionnelles et d'autres évoluent plutôt vers un journalisme politique partisan ».

Pour résumer, les États-Unis, à l'instar de l'Angleterre, ne respectent pas non plus les règles d'indépendance prescrites par la conception du journalisme à l'anglo-saxonne. Selon les journalistes interrogés, la proximité des journalistes avec les politiciens est somme toute normale, et la connivence est bel et bien présente entre ces deux mondes. Au point qu'aux États-Unis, le journalisme partisan est très bien développé. En conséquence, la connivence y est particulière, car en raison du bipartisme présent dans leur système politique, les journalistes sont étiquetés soit démocrates soit conservateurs. Il paraît donc difficile d'accuser un journaliste conservateur d'être connivent avec des politiciens du même bord politique. Autre élément clé, la présence au pouvoir de Donald Trump, qui, brouille la possibilité d'établir un état clair de la connivence au pays de l'Oncle Sam du fait de ses relations plus que compliquées avec une grande majorité des médias américains.

9. Le cas français :

En France, la conception anglo-saxonne du journalisme n'est pas de rigueur. Là où cette dernière conférerait bien plus d'importance aux événements, la presse française, elle, privilégierait plutôt le commentaire et l'opinion. Pourtant, aussi bien en France qu'au Royaume-Uni, la couleur politique des journaux est connue. S'il est possible de dire que le *Guardian* est à gauche et le *Sun* à droite, il est également possible d'affirmer que *Libération* est de gauche, que *le Figaro* est de droite et que *Le Monde* est de centre-gauche.

En revanche, de par la concentration des pouvoirs à l'Élysée et de son passé monarchiste, la France possède une relation très particulière au pouvoir et à la connivence. Si cette dernière existe, elle n'est en revanche pas comparable avec ce qui se passe en Suisse d'après Richard Werly, correspondant à Paris pour *Le Temps*. « En Suisse, la connivence existe mais elle y porte moins à conséquence, car le système est fondamentalement différent. Tout n'y est pas vertical comme en France où tout tombe de l'Élysée ». Un système bien différent qui est assimilé à un système de cour, rappelant la monarchie française. « Il y a en France ce que l'on peut appeler une tradition de cour. Dans la république monarchique française, il y avait une cour à Versailles et une cour à l'Élysée. La connivence appuyée dans le modèle francophone découle de cette connivence de salon », lance

Jacquet Pilet, fondateur de l'hebdomadaire *l'Hebdo*. Une hypothèse que partage Corinne Portier, ancienne correspondant à Paris pour la RTS. « En France, traditionnellement, à cause de son Histoire et de la monarchie, on fait du commentaire. On ne va pas chercher l'information alors qu'on le fait en Suisse où le pouvoir n'y est pas centralisé ».

Dans l'Hexagone, la presse serait donc trop proche du pouvoir. Cette proximité et même consanguinité sont des caractéristiques des médias français depuis leur naissance d'après l'historien du journalisme Alexis Lévrier.⁶ Dans son ouvrage *Le contact et la distance*, il revient sur l'origine de la presse française. Au départ, la monarchie avait fait main basse sur la presse pour la transformer en organe de propagande au profit de Louis XIII. Cela dura jusqu'à la IIIe République et le vote sur la grande loi libérale de 1881 afin que, pour la première fois en France, la presse échappe à la surveillance directe de l'État.⁷

À l'image du Royaume-Uni, une autre donnée à prendre en compte pour comprendre cette relation de consanguinité qu'entretiennent les journalistes et les politiciens français est qu'ils proviennent tous du même univers social. En effet, la plupart des journalistes et des personnalités politiques sont issus de Sciences Po (Institut d'études politiques) et/ou de l'ENA (École nationale d'administration). Ainsi, les deux professions se côtoient depuis les bancs de l'école. Difficile alors de rester impartial face à une personne que l'on a tutoyée et fréquentée des années durant.

9.1. Hubert Beuve-Méry :

Dans l'histoire récente de la presse, un homme a semblé incarner une parole journalistique totalement indépendante. Cet homme, c'est Hubert Beuve Méry, et un mythe s'est constitué autour de cet homme qui a créé le journal *Le Monde* en 1944 et qui l'a dirigé pendant 25 ans. Il a revendiqué son refus de côtoyer les personnalités politiques pour ne pas être influencé ni annexé par quiconque. Il a également essayé d'imposer une éthique similaire pour tous les rédacteurs du quotidien avec une réussite mitigée.⁸ Pour donner corps à cette légende, Hubert Beuve-Méry se distingua de ses collègues par exemple, en ne se rendant jamais aux conférences de presse pendant les 11 ans de présidence du général de Gaulle. Il préféra ainsi adopter une position en retrait et en surplomb qui serait la distance idéale pour observer les affaires publiques, mais avec tout le recul nécessaire à la lucidité.

Il lui est néanmoins arrivé d'atteindre les limites de cette intransigeance. En effet, Hubert Beuve

⁶ Ibid, p.95.

⁷ Ibid, p.98-99.

⁸Ibid, p.77.

Méry a été proche d'Edmond Michelet qui fut ministre sous la présidence du général de Gaulle. En outre, il a noué des liens privilégiés avec Pierre Mendès France. Cette amitié, comme il la décrit lui-même, a eu une influence sur la ligne éditoriale du journal *Le Monde* qui a manifesté une certaine bienveillance envers Pierre Mendès France. Malgré l'image qu'il a voulu se donner, Hubert Beuve-Méry a ainsi consenti à se rapprocher d'un petit nombre de politiciens. Une attitude compréhensible et non condamnable, car inévitable : un journalisme totalement impartial serait un journalisme désincarné, et ce sont deux choses impossibles. De plus, refuser de fréquenter les personnalités politiques ne garantit à aucun moment l'indépendance, tout comme le choix de les côtoyer ne conduit pas obligatoirement à la compromission. Pour de nombreux journalistes, cette familiarité avec les responsables politiques est considérée comme normale. Ils voient en elle non pas un signe de soumission, mais au contraire un moyen pour parvenir à l'objectivité.

9.2. Franz-Olivier Giesbert et la stratégie de l'intime :

Visiblement, loin d'être un obstacle à l'impartialité, il semblerait que pour certains journalistes la recherche de l'intimité avec des personnalités politiques constitue une méthode au service de la recherche de la vérité. Cette vision défendue par un certain nombre de journalistes correspond à une conception du journalisme très répandue de nos jours. C'est en tout cas la démarche adoptée par le journaliste et éditorialiste Franz-Olivier Giesbert (FOG), qui a théorisé ce que l'on peut nommer la « stratégie de l'intime », et qui est allé encore plus loin.⁹ Dans son ouvrage *Monsieur le Président* consacré à Nicolas Sarkozy, il revendique son choix de la proximité et va même jusqu'à parler explicitement de « connivence ». « J'ai toujours été un journaliste connivent. La chose est assez mal vue par une partie de ma profession qui pense que pour bien connaître la classe politique, il vaut mieux ne pas la fréquenter : cette école qui a ses fidèles préfère éditorialiser en chambre plutôt que de se laisser corrompre ou même distraire par la réalité. C'est moins dérangeant »¹⁰. « Tout au long de sa carrière journalistique, entamée il y a près d'un demi-siècle, FOG a donc partagé la vie des responsables politiques. Il a fréquenté les mêmes restaurants qu'eux, les a reçus chez lui, a été invité à leur table, a passé des vacances avec certains. Il en a tiré de solides réseaux d'influence avec parfois d'authentiques liens de complicité » explique l'historien du journalisme Alexis Lévrier dans son livre *Le contact et la distance* (p.81).

FOG ira même jusqu'à affirmer dans une interview au Journal du Dimanche : « On me reproche soit la trahison, soit la connivence. Pour trahir des hommes politiques, il faudrait que j'aie des

⁹Ibid, p.80.

¹⁰ GIESBERT, Franz-Olivier, *Monsieur le Président. Scènes de la vie politique (2005-2011)*, Flammarion, 2011, p.9.

rapports d'affection ou d'amitié avec eux. Je me suis toujours servi de ma connivence avec les hommes politiques pour en tirer des informations. J'entre dans leur univers afin de les comprendre et puis j'en sors pour écrire mes livres. Il n'y a aucune trahison. Je prends des notes devant eux. Je suis journaliste de A à Z. Ils le savent. Je suis toujours à la recherche de l'information et du scoop. Je n'ai d'ailleurs jamais eu de problème avec mes sources. Je suis sans pitié quand je fais mon métier. Le journaliste et le politique jouent au chat et à la souris. Le journaliste essaie de séduire le politique pour avoir de bonnes informations et le politique essaie de séduire le journaliste pour avoir de bons articles »¹¹.

À une époque où les relations entre le journalisme et le pouvoir étaient très hiérarchisées, il a ainsi largement contribué à ce que disparaissent, du moins en apparence toutes, les frontières qui séparaient ces deux univers.¹²

« Beaucoup d'hommes politiques se sont laissés séduire par ce ton volontairement familier et ont accepté le rapport d'égal à égal que FOG cherchait à créer avec eux. La plupart d'entre eux ont par la suite été punis de cette impardonnable naïveté ; ils ont refusé de voir que cette familiarité était largement surjouée et qu'elle était le contraire d'une allégeance. Or, tout au long de ces années, il a conservé la même méthode: sympathiser avec des dirigeants politiques, gagner leur confiance, recueillir leurs confidences, puis livrer en pâture au public le contenu de leurs échanges », analyse Alexis Lévrier dans son ouvrage *Le contact et la distance*.¹³

Mais quand une trahison est prévisible, programmée, annoncée même, peut-on encore parler de trahison ? « Rien n'obligeait tant de dirigeants politiques ainsi que quatre présidents successifs [*ndlr François Mitterrand, Jacques Chirac, Nicolas Sarkozy et François Hollande*] à se prêter au jeu initié par Franz-Olivier Giesbert. Et rien n'interdisait à un journaliste aussi bien informé de dévoiler dans ses articles, dans ses documentaires ou dans ses livres des vérités qui pouvaient intéresser ses lecteurs »¹⁴ note encore Alexis Lévrier. Malgré tout, la méthode de FOG n'est pas parfaite. On lui reproche de ne dévoiler les secrets du pouvoir qu'a posteriori, le moment choisi pour révéler les confidences étant toujours celui du déclin ou du discrédit de la personnalité politique.

11 <http://www.lejdd.fr/Culture/Livres/Actualite/Franz-Olivier-Giesbert-Je-suis-sans-pitie-quand-je-fais-mon-metier-616407>

12 LÉVRIER, Alexis, *Le Contact et la distance. Le journalisme politique au risque de la connivence*, Les Petits Matins, 2016, p.81.

13 Ibid, p82.

14 Ibid, p.82.

10. La connivence en Suisse romande :

Si l'on compare l'état de la connivence en Suisse romande avec celle existante en Angleterre, en France ou aux États-Unis, il apparaît qu'en Suisse romande la connivence existe, mais qu'elle est moins flagrante qu'ailleurs, et ce pour plusieurs raisons. On aurait pu croire qu'au vu de la petite taille du pays romand la connivence entre journalistes et politiciens y soit plus forte, mais il n'en est rien. « De manière générale, nous vivons dans un petit monde, la Suisse romande est un petit univers et ces gens ont tôt fait de se connaître que ce soit à l'échelle des cantons ou même fédérale. Pour autant, je trouve que l'on a affaire à une connivence extrêmement douce », exprime Serge Gumy. Un avis également partagé par Thierry Meyer, rédacteur en chef du quotidien *24Heures*. « On a une presse qui est assez respectueuse des autorités et du pouvoir politique par rapport à ce que j'ai pu voir ailleurs. Ici les choses sont plus soft, mais c'est aussi dû aux mentalités. Cela ne veut pas dire qu'on est docile et qu'on gobe tout, mais je ne pense pas qu'il y ait un gros problème de connivence en Suisse romande. D'ailleurs, aujourd'hui, la presse romande est plus critique et mieux outillée ». Le journaliste Peter Rothenbühler estime au contraire que la presse romande est trop proche des pouvoirs cantonaux et met en avant comme explication la petite taille de la Romandie. « Les journaux régionaux de Suisse romande sont trop près des pouvoirs cantonaux, trop sages, les gouvernements n'ont rien à craindre. Bien des affaires ne sortent pas parce qu'on n'aime pas trop se faire mal. C'est propre à la petite taille du pays romand. À Zurich c'est un peu différent ». Ian Hamel, correspondant pour *Le Point* en Suisse, juge quant à lui que la presse romande ne s'attaque pas au vrai pouvoir. « Faute de moyens, la presse romande fait de moins en moins d'investigation. Elle ne s'attaque donc pas au vrai pouvoir. Alors, pour paraître critique, elle se permet de mettre en cause les hommes politiques suisses qui, eux, ne sont pas vraiment dangereux. Je dirais que la presse romande est bien meilleure que la presse française de province. Elle est moins aux ordres. En revanche, elle n'a pas le pouvoir d'être aussi indépendante que la presse des grandes capitales ».

Pourtant cette connivence existe bel et bien, mais elle est moins flagrante grâce aux particularités du système politique suisse. En effet, le fédéralisme structure la connivence existante en connivences cantonales, ce qui la rend moins visible aux yeux de tous. « L'équilibre des pouvoirs en Suisse est plus fort. Les parlementaires suisses ont du pouvoir, mais moins que les parlementaires français par exemple, parce qu'il y a un pouvoir cantonal plus fort. Tous les enjeux de pouvoir pour la politique suisse sont plus équilibrés. Par conséquent, les relations de connivence entre politiciens et journalistes sont moins fortes », analyse Marie Maurisse, correspondante en Suisse pour *Le Monde*.

Un avis que partage le présentateur du téléjournal à la RTS, Darius Rochebin. « La décentralisation suisse atténue beaucoup toute connivence: peu de lieux où il faut être, peu de courtoisie. Les exécutifs politiques sont sous forme collégiale, les rédactions assez collectives, ce sont des facteurs qui compliquent aussi tout renvoi d'ascenseur. On est loin du système français où le président peut accélérer la carrière d'un journaliste, où un rédacteur en chef peut nouer une relation privilégiée avec le président ».

Néanmoins, le fédéralisme suisse implique en revanche une certaine connivence cantonale que l'on peut observer lors des élections au Conseil National par exemple, où chaque canton supporte son champion de manière ostentatoire y compris parfois les journalistes. « Il existe une connivence entre régions linguistiques où l'on appuie le candidat de sa région parce qu'on le connaît. Globalement, on a une presse institutionnelle qui va rarement au bout des choses pour déstabiliser un politicien avec un bilan contestable », constate Grégoire Barbey, journaliste free-lance. Marc Bretton, journaliste à la *Tribune de Genève*, estime qu'il existe de grandes différences entre les cantons romands. « Tous les cantons n'ont pas le même fonctionnement. Il y a une presse beaucoup plus partisane en Valais par exemple. Sur Vaud, il y a une autre vision du rôle de la presse qui a plutôt un rôle de promotion du canton ».

Par ailleurs, les journalistes romands sont moins connivents que ne peuvent l'être les Suisses allemands, et ce pour des raisons culturelles simples à comprendre : l'essentiel du pouvoir est situé en Suisse alémanique. « Il n'y a pas plus de connivence en Suisse romande qu'il n'y en a autre part. Je dirais même que pour les journalistes romands un peu moins qu'ailleurs, et ce pour des raisons culturelles. L'essentiel du pouvoir est en Suisse alémanique, et les Romands et journalistes romands ne sont pas d'une grande proximité avec les acteurs suisses allemands de la politique et vice-versa », explique Jacques Pilet. Un avis partagé par Darius Rochebin. « La connivence est assez faible par tradition culturelle, sans doute une certaine « austérité » suisse romande. Il n'y a pas de grand déjeuner du dimanche comme Lazareff en faisait en France (ndlr. Pierre Lazareff, était un journaliste, patron de presse et producteur d'émission de télévision français), peu de lieux de vacances où tout le monde se retrouve ». Pour Cédric Jotterand, rédacteur en chef et patron du *Journal de Morges*, « il existe une distance naturelle en Romandie. On n'a pas cette culture d'aller dans les cocktails pour se voir. On n'a pas de people en Suisse ».

D'autres facteurs entrent en compte pour expliquer la plus faible connivence existant en Suisse Romande. Tout d'abord les journalistes et les politiciens ne viennent pas du même sérail. Contrairement à la France, il n'existe pas en Suisse d'école d'élite telle que Sciences Po, où les

élites incestueuses se constituent. Autre facteur, le système de milice Suisse qui ne professionnalise pas la fonction de politiciens, à l'exception des politiciens fédéraux, et empêche également une trop grande connivence, les carrières politiques étant de fait sont moins longues en Suisse qu'ailleurs.

11. Les conséquences de la connivence

Les conséquences de la connivence sont-elles entièrement négatives ? À quoi s'expose un journaliste qui serait connivent ?

Si la connivence a dès le départ une connotation négative et même pour certains infâmante pour le journaliste, elle entraîne de nombreuses conséquences dont certaines ne sont paradoxalement pas nécessairement négatives. Bien évidemment, le principal avantage d'entretenir d'excellentes relations et d'être aussi proche de certaines sources, c'est la qualité des informations qu'elles peuvent nous donner. Des informations qui peuvent être de vrais scoops et qui permettront au journaliste de briller. « La connivence positive c'est qu'on a des gens qui nous informent vraiment sur l'intérieur de la machine politique. C'est parfois très précieux. Sauf que dans ce cas un journaliste verrait sa cote en souffrir car il serait pris pour un homme du sérail », explique Jacques Pilet. Un avis que partage Valérie de Graffenried : « La connivence peut être positive si le journaliste parvient à obtenir des informations d'intérêt public sans être manipulé par sa source et tout en osant s'en affranchir et la critiquer si besoin ».

Dans d'autres cas, le fait d'être connivent peut se révéler négatif. En effet, si le journaliste se révèle réellement connivent, cela signifie qu'il a perdu son indépendance vis-à-vis de ses sources. De ce fait, il perdra toute crédibilité envers ses collègues de travail et encore pire, vis-à-vis du lecteur, avec une étiquette de « journaliste connivent, voire complaisant » qui le poursuivra toute sa carrière. « Le revers de la médaille c'est évidemment de devoir préserver l'interlocuteur pour ne pas endommager la relation privilégiée que l'on entretient avec lui, que ce soit par intérêt professionnel en vue de futurs articles, ou par intérêt personnel. Par conséquent, on pose moins de questions qui fâchent et on restitue une réalité édulcorée. On n'écrit plus de la même façon quand on connaît quelqu'un », détaille Loïc Pialat.

12. Conclusion

En conclusion, il semble clair qu'aucune réponse définitive et tranchée ne peut être apportée en matière de connivence. Pour empêcher une trop grande proximité entre ces deux univers, il faudrait

que les journalistes politiques acceptent de ne plus fréquenter d'aussi près les dirigeants politiques. Ainsi, ils resteraient à distance des liens de connivence et des engagements interpersonnels, avec le risque important de se voir privés d'informations de première main. Un journaliste et sa source peuvent être aussi proches qu'ils le veulent, cependant le premier doit rester indépendant et ne pas rentrer dans une relation d'influence ou de perte d'objectivité, condition primordiale à l'exercice journalistique. Le problème, c'est qu'il n'existe pas de règles fixes en dehors de ce que prévoit la Déclaration des Droits et Devoirs du journaliste, par exemple en ce qui concerne les cadeaux. On peut alors se demander si de telles règles fixes sont possibles et si elles ne dessineraient pas un carcan qui entraverait le travail du journaliste. De fait, il appartient au journaliste de fixer les limites, avec une approche éminemment subjective. Il n'y a pas de règles précises à suivre ni de solutions miracles ou de réponse définitive à cette question. C'est du cas par cas.

L'une des solutions pour éviter de se retrouver en situation de connivence est de toujours se remettre en cause, toujours se demander si ce que l'on fait est absolument indépendant de notre source. Une autre solution est d'en parler avec ses collègues, d'échanger les points de vue sur une question afin de savoir si on va trop loin ou pas. Pour ce faire, il est évidemment primordial d'avoir de très bons collègues. Ainsi, s'il pressent qu'il s'engage sur une mauvaise voie, le journaliste ne doit surtout pas hésiter à transmettre l'article à l'un de ses collègues. Il est important de parler à des tiers lorsqu'on a un doute, car ils peuvent nous éclairer sur nos agissements. À l'inverse, si un journaliste ne se rend pas compte du manque d'indépendance qu'il entretient avec ces sources, ses collègues peuvent, et même doivent en parler avec lui, car cela nuit non seulement au journaliste, mais également à l'image du journal dans son ensemble. Il est ainsi important que les journalistes puissent parler avec leurs rédactions. La meilleure manière de protéger les journalistes contre la tentation d'une connivence extrême et préjudiciable, c'est d'entretenir un débat permanent sur leurs responsabilités.

Il est également important d'évoquer cette question dans les écoles de journalisme. Discuter du problème avec les étudiants en amont, faire témoigner des journalistes, permettrait aux futurs journalistes de prendre du recul sur la question, d'en discuter, et ainsi peut-être dans un futur proche, mieux appréhender ce problème au sein des rédactions.

Il faudrait également pousser les recherches sur le sujet un peu plus loin. Le manque de documentation disponible pour la Suisse romande a été l'une des difficultés majeures de ce travail, et en même temps un élément de réflexion. En effet, comment expliquer que des travaux sur ce

thème existent en France, en Suisse Alémanique, mais pas en Suisse romande ?

13. Bilan personnel

Réaliser ce travail de mémoire a été très enrichissant pour moi. Il m'a permis de réfléchir à une question qui est capitale dans le métier que je souhaite exercer. De plus, ce questionnement m'a permis de réfléchir à la situation de la presse en ces temps troublés pour les médias. Les récits des différents journalistes sur leur manière d'agir m'ont donné des éléments de réflexion afin de savoir ce que j'aurais fait à leur place, même si le résultat de ce travail de mémoire ne m'a pas surpris confirmant mes intuitions en matière de connivence en Suisse romande. Ce mémoire a également été l'occasion pour moi de rencontrer un grand nombre de journalistes et d'hommes politiques avec lesquels j'ai pu échanger et ainsi élargir mon carnet d'adresses. Ils m'ont, en outre, apporté une autre vision sur le journalisme, une vision du terrain loin des théories des salles de classe. Ces entretiens ont été très intéressants et instructifs pour moi ainsi que pour mon travail.

14. Remerciements

Je tiens à remercier toutes les personnes qui ont contribué de près ou de loin à mon travail de mémoire, en particulier :

- À Charaf Abdessemed pour son soutien et sa supervision du mémoire.
- À mes proches pour leur relecture avisée.

Également un grand merci aux journalistes et politiciens qui ont accepté de m'aider, de prendre le temps de répondre à mes questions et qui ont partagé avec moi leurs expériences et leurs ressentis.

Un énorme merci à :

Éric Albert, Grégoire Barbey, Daniel Brélaz, Marc Bretton, Eric Budry, Philippe Castela, Philip Crowther, Jacques-Simon Eggly, Slobodan Despot, Pierre Gobet, Valérie de Graffenried, Serge Gummy, Markus Haefliger, Ian Hamel, Jon Henley, Cédric Jotterand, Philippe Kottelat, François Longchamp, Marie Meurisse, Thierry Meyer, Loïc Pialat, Jacques Pilet, Corinne Portier, Alain Rebetez, Darius Rochebin, Peter Rothenbühler, Dominique Von Burg, Richard Werly.

Bibliographie

Articles :

<https://www.ojim.fr/franz-olivier-giesbert-la-connivence-tranquille-portrait-video/>

<https://www.franceculture.fr/emissions/le-billet-politique-de-stephane-robert/de-quoi-franz-olivier-giesbert-est-il-le-nom-par>

<http://www.telarama.fr/medias/franz-olivier-giesbert-je-ne-suis-plus-l-homme-de-la-situation,107246.php>

<http://www.acrimed.org/+Franz-Olivier-Giesbert-+>

<https://www.humanite.fr/politiques-et-journalistes-la-connivence-est-irreversible-629230>

<http://www.lejdd.fr/Culture/Livres/Actualite/Franz-Olivier-Giesbert-Je-suis-sans-pitie-quand-je-fais-mon-metier-616407>

[http://www.francetvinfo.fr/politique/relations-entre-journalistes-et-politiques-nous-avons-perdure-dans-un-entre-soi-qui-s-est-meme-accentue-sous-la-ve-republique_2198558.html#xtor=RSS-3-\[politique\]](http://www.francetvinfo.fr/politique/relations-entre-journalistes-et-politiques-nous-avons-perdure-dans-un-entre-soi-qui-s-est-meme-accentue-sous-la-ve-republique_2198558.html#xtor=RSS-3-[politique])

<https://www.les-crisis.fr/tag/journalisme-politique/#blog-pagination>

<http://www.atlantico.fr/decryptage/gilles-gaetner-journalistes-pratiquent-desormais-journalisme-connivence-voire-reverence-2974063.html>

Ouvrages :

HALIMI, Serge, *Les nouveaux chiens de garde*, Liber-Raison d'agir, 2005.

LEVRIER, Alexis, *Le contact et la distance. Le journalisme politique au risque de la connivence*, Les Petits Matins, 2016.

GIESBERT, Franz-Olivier, *Monsieur Le président: Scènes de la vie politique (2005-2011)*, Gallimard, 2011.

Films :

Les nouveaux chiens de garde réalisé par Gilles Balbastre et Yannick Kergoat, 2011.

Émission RTS Pardonnez-moi du 20.11.2016:

<https://www.rts.ch/play/tv/pardonnez-moi/video/franz-olivier-giesbert?id=8179455>

Grand écran : Le débat : « Médias, politiques, le même discrédit ? » :

<http://www.dailymotion.com/video/x1t6soq>

Débats du CELSA Paris-Sorbonne, Les liaisons dangereuses : le journalisme politique au risque de la connivence :

<https://www.youtube.com/watch?v=F5wsdBSJ0xU>

Le journalisme politique un journalisme de connivence:

<http://www.dailymotion.com/video/x917nq>

Conférence de Erik Neveu, Quel est le pouvoir des médias?:

<http://www.dailymotion.com/video/xvex4m>